

Questions orales

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je ne suis pas surpris qu'un libéral se lève en Chambre et qu'il soit offusqué lorsqu'on parle d'assurance-chômage. Ce sont là les gens qui ont laissé l'Atlantique, à Terre-Neuve par exemple, en 1984, avec un taux de chômage de 23 p. 100 lorsqu'ils sont partis en 1984. Et là, aujourd'hui, on l'a baissé à environ 18 p. 100. C'est encore trop haut, on veut en faire plus et puis on se fait écoeurer par des gens qui veulent encourager les politiciens déchus au Sénat d'essayer de bloquer un projet de loi pour essayer de donner un entraînement à nos travailleurs dans l'Atlantique afin qu'ils puissent gagner leur vie comme tout le monde.

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Ma question supplémentaire, monsieur le Président, s'adresse au premier ministre. Un ministre qui, en plus de vouloir fermer les pêches, insulte toute la communauté des pêches ne mérite certainement plus le respect de cette communauté.

Est-ce que le premier ministre va s'excuser pour les paroles insultantes du ministre des Pêches, qu'il vient d'ailleurs de répéter, et va-t-il dès aujourd'hui exiger la démission de ce ministre et nommer un ministre qui fera la paix dans le secteur des pêches et ne sèmera pas la discorde?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je vais me faire un plaisir de faire parvenir une copie de la déclaration que j'ai faite à Halifax aux gens de l'industrie des pêches.

Il essaie de faire croire aux gens de l'Atlantique que ce gouvernement-ci veut garder les gens sur l'assurance-chômage. Ce que j'ai dit à Halifax, et je ne m'en excuse pas, c'est que dans l'Atlantique, dans le passé et surtout avec le régime précédent, tout ce qu'on semble vouloir créer pour le monde, c'est de leur donner du chômage.

Eh bien moi, je connais les gens de l'Atlantique, monsieur le Président, et ce sont des gens vaillants. Ils veulent travailler.

M. Robichaud: Tu les connais mal en maudit!

M. Valcourt: C'est cela, il pense que ce sont des lâches! Ces gens-là ont l'air de croire, monsieur le Président, que dans l'Atlantique, on peut se satisfaire de l'assurance-chômage. Ce que j'ai dit, comme la Commission royale d'enquête l'avait dit à Terre-Neuve, c'est que notre système a failli les gens du Canada atlantique, c'est ce qu'on veut corriger et on ne le fera pas sur le dos des pêcheurs!

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Apparemment pour célébrer la Journée de la Terre, le ministre de l'Énergie a déclaré que le Canada serait forcé d'interdire la circulation des automobiles dans les grandes villes pour respecter les normes nationales visant à réduire la pollution atmosphérique. Le ministre de l'Énergie a rejeté l'engagement international pris par le Canada en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, menace décrite par les délégués à la conférence de Toronto comme plus grande que celle d'une guerre nucléaire, et il a également rejeté un rapport qui révélait que tous les Canadiens, hommes, femmes et enfants, pouvaient épargner 5 000 \$ en frais énergétiques tout en réduisant les émissions de gaz carbonique à effet de serre.

En ce lendemain de la Journée de la Terre, le ministre de l'Environnement saisira-t-il cette occasion pour rejeter les points de vue erronés et dangereux énoncés par son collègue et mettra-t-il dès maintenant en oeuvre les mesures qu'il sait être rentables et disponibles à l'heure actuelle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, la semaine dernière, mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et moi avons eu le plaisir et l'honneur d'assister à la conférence sur l'environnement qui a eu lieu à la Maison Blanche. Le ministre de l'Énergie m'accompagnait lorsque j'ai pris devant la conférence l'engagement que le Canada inclurait dans le Plan vert, l'automne prochain, des objectifs et des programmes visant à réduire les émissions de gaz carbonique.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'adresse ma question supplémentaire au même ministre. Je suppose qu'il accepte les trois affirmations que son collègue a faites publiquement et qui n'ont rien pour réjouir le coeur de la majorité des Canadiens.

Pendant la célébration de la Journée de la Terre, en fin de semaine, de nombreux habitants de la Colombie-Britannique ont manifesté contre les politiques fédérales qui ouvrent nos ports et nos eaux côtières aux navires à propulsion nucléaire ou munis d'armes nucléaires. Les États-Unis ayant l'intention d'utiliser Back Island, en Alaska, et d'y accéder par les eaux canadiennes, le ministre va-t-il entreprendre une étude complète des consé-